



DR. ANGELICA SCHWALL-DÜREN

MITGLIED DES DEUTSCHEN BUNDESTAGES
STELLVERTRETENDE VORSITZENDE
DER SPD-BUNDESTAGSFRAKTION

CF, 7.6.2010

Intervention devant le Groupe Socialiste de l'Assemblée nationale

2 juin 2010

Monsieur le Président, cher Jean-Marc,

Chers camarades,

Chers amis,

Permettez-moi tout d'abord de vous adresser les salutations les plus amicales du Président de mon groupe social-démocrate au Bundestag, Frank-Walter Steinmeier.

Je tiens également à remercier le Président du Groupe Socialiste Jean-Marc Ayrault pour son invitation à parler ici devant vous tous. Je suis très heureuse et très fière d'être de pouvoir parler devant le Groupe Socialiste de l'Assemblée nationale et espère pouvoir répondre à vos attentes. J'espère que nous allons avoir l'occasion d'un **débat d'idées franc et dénué de tabous**. Ce n'est pas toujours le cas dans les relations entre nos deux pays ! Et surtout pas actuellement, lorsque je pense à la crise actuelle de l'Union Monétaire.

Votre Président m'a demandé de cibler mon intervention sur deux grandes questions : l'état de la social-démocratie allemande et l'actuelle crise de l'Union Monétaire.

Ce mois de mai 2010 restera dans la mémoire de la population allemande et surtout de sa classe politique :

- deux plans de sauvegarde, un pour la Grèce et l'autre pour d'autres pays potentiels de l'Union Monétaire, décidés dans un délai de temps

extrêmement court, et surtout sans avoir eu la possibilité de travailler de manière approfondie sur ces sujets ;

- des élections régionales en Rhénanie du Nord-Westphalie qui ont fait basculer le gouvernement conservateur-libéral ;
- la démission du ministre-président de la Hesse Roland Koch il y a une semaine, personnalité majeure du conservatisme chrétien-démocrate ;
- la démission il y a deux jours du président de la République, qui selon moi n'a pas démissionné du fait de la critique ciblant ses propos sur l'engagement de la Bundeswehr, mais plutôt du fait de ses positionnements en contradiction avec le gouvernement, qui par conséquent ne le soutenait plus. Ces deux démissions en disent long sur l'état de l'Alliance chrétienne-libérale.

Je vais donc tout d'abord me concentrer sur la situation actuelle de mon pays et de mon parti, le parti social-démocrate, le SPD. Je me pencherai ensuite sur la crise de l'Union Monétaire, que l'on appelle aussi, à tort, la crise grecque.

1. Situation de l'Allemagne et du SPD

a. Depuis les élections législatives

Comme vous le savez, mon pays est dirigé depuis septembre dernier par une coalition conservatrice et libérale sous l'égide de la Chancelière Angela Merkel, après la débâcle de mon parti, le parti social-démocrate, aux élections législatives du 27 septembre 2009.

Une **analyse de notre sanglante défaite** prendrait le temps d'une séance de votre groupe toute entière, je vais donc me concentrer sur quelques points rapides :

- Le parti social-démocrate est aujourd'hui encore en proie à une grande désaffection de ses électeurs du fait des **réformes mises en place par le gouvernement Schröder**, en coalition avec les Verts, au début des années 2000, réformes que l'on appelle communément l'Agenda 2010 (« deux mille dix »). Une partie de ces réformes du système social ont choqué les bases-même de notre parti. De nombreux adhérents, de nombreux militants ont décidé alors de quitter le SPD et le parti ne s'en est toujours pas remis. Nous sommes à l'heure actuelle dans une phase d'autocritique vis-à-vis de ces réformes. Sans les renier, nous prenons conscience de la nécessité d'ajustements, et cela dans tous les domaines, notamment dans le domaine des retraites et de la politique de l'emploi. Je vous en parlerai plus loin.
- Autre cause de notre effondrement : Le parti social-démocrate a **énormément souffert de la Grande Coalition** menée avec la Chancelière Merkel entre 2005 et 2009. Nous avons pourtant réussi à imposer notre signature dans de nombreux domaines de la politique du gouvernement, et la chancelière a dû laisser beaucoup de projets néolibéraux dans les tiroirs, mais cela n'a pas été rendu visible auprès de la population allemande. Ni nos petites révolutions en matière de politique familiale (qui sembleraient ridicules en France, mais qui ont chez nous soulevé un tollé général en Bavière par exemple!), ni nos plans de sauvetage de la conjoncture pour endiguer la crise économique, dont beaucoup de communes ont bénéficié, en rénovant leurs écoles et leurs piscines ...,

aucune de ces mesures d'initiative purement social-démocrate n'ont été perçues comme telles par les électeurs. Et ce qui ne se fait pas en quatre ans ne se rattrape pas pendant une campagne : le SPD a perdu une grande partie de ses électeurs dans l'abstention. Tous ces citoyens qui ont eu l'impression d'un consensus mou entre conservateurs et sociaux-démocrates, et qui n'ont plus réussi à décerner notre message dans la politique gouvernementale.

Cette crise de la social-démocratie allemande, que nous réussissons aujourd'hui seulement et lentement à endiguer, était surtout **une crise de confiance**. Et je vous avoue que nous, les politiques, avons aussi beaucoup souffert de ces quatre ans de compromis avec la droite. Je sais que l'on dit souvent en France que nous sommes un pays du compromis, mais un compromis gauche-droite, c'est un mariage de raison dont les résultats sont rarement des enfants de l'amour !

Où sommes nous aujourd'hui face à la **nouvelle coalition** que l'on appelle **noire et jaune** du fait de la couleur associée aux partis conservateurs et libéraux ? Je n'exagérerais même pas en disant que la coalition au pouvoir n'a du fait de ses disputes intestines absolument rien accompli depuis les huit premiers mois de sa « gestation ». Pardon, j'oubliais la loi de réduction des impôts, dont celle de la taxe hôtelière, qui a créé un tollé en Allemagne, le parti libéral étant sponsorisé par la chaîne hôtelière Mövenpick. La politique annoncée et orchestrée par la coalition Merkel-Westerwelle jusqu'à aujourd'hui se résume à un mot : le **clientélisme**. Pourtant, aucune des grandes réformes annoncées n'a été ne serait-ce qu'entamée, tout n'est que conflits internes, annulations, retardements, hésitations, à l'image de la crise grecque que vous connaissez bien et dont en pâtissent autant les Grecs par le

doublent de leur dette que tous les Européens par le doublement de leur aide !

Or **notre pays va mal**, nous souffrons d'un écart de revenus qui va toujours croissant, la situation sur le marché du travail est très préoccupante, avec le développement de situations de plus en plus précaires, nos communes sont menacées de faillite du fait de la crise économique. Et la seule réponse du gouvernement est une baisse des impôts de 8,5 milliards d'euros, le contrat de coalition prévoyant en tout un allègement de 24 milliards d'euros ! Depuis les élections régionales du 9 mai sont dévoilés les uns après les autres les domaines politiques dans lesquels les économies vont être accomplies aux dépens de la population. Face à la crise, la réponse de conservateurs comme l'ex-ministre-président du Land de Hesse, Roland Koch, est une baisse des investissements dans l'éducation et l'aide à la petite enfance ! Voilà où se dirige la politique tournée vers l'avenir du gouvernement allemand : un triste tableau !

b. Le SPD aujourd'hui – élections en NRW

Depuis les élections, le Parti Social-Démocrate remonte lentement la pente. Les attermolements et le clientélisme du gouvernement noir-jaune ont entraîné leur propre échec aux dernières élections régionales dans le **Land de Rhénanie du Nord-Westphalie** le 9 mai, Land dont je suis originaire, qui est le plus grand d'Allemagne en terme de population, et originellement un bastion social-démocrate du fait des anciennes zones industrielles de la Ruhr, mais que nous avons perdu en 2005 au profit des conservateurs.

Les conservateurs de la CDU et les sociaux-démocrates ont aujourd'hui le même nombre de sièges dans le Parlement régional. Ce n'est pas assez pour

une coalition des conservateurs avec les libéraux, ni des sociaux-démocrates avec les Verts. L'enjeu est de taille: si nous réussissons à former une coalition sous l'égide des sociaux-démocrates, la majorité se retournera en notre faveur au Bundesrat et nous bénéficierons d'une minorité de blocage.

Les discussions pour la formation d'une coalition sont actuellement en cours. Toutes les options sont sondées. Les libéraux avaient d'emblée refusé de travailler avec nous, mais ils reviennent actuellement sur ce refus. Les conservateurs veulent une Grande Coalition avec le SPD. La seule option éliminée est celle d'une coalition SPD-Verts et Linken. Je vais pourtant vous parler plus précisément de ce parti, car je sais qu'il soulève un grand intérêt de la part de mes camarades socialistes :

Le très médiatique **Parti de Gauche, Die Linke**, issu d'un regroupement entre les communistes est-allemands, différents groupuscules marxistes et anarchistes de l'Allemagne de l'Ouest et les déçus de la social-démocratie, se stabilise actuellement dans le paysage électoral allemand, et nous pose à nous, sociaux-démocrates, un grand dilemme : **coalition ou pas coalition ?** Cette question paraît simple, mais elle soulève de grands débats en Allemagne, les conservateurs jouant sur les grands démons du communisme auprès de la population, et guettant lors de chaque campagne les refus de mon parti de travailler avec les Linken, pour mieux les accuser lorsque la situation se présentera d'une coalition nécessaire. Les Linken incarnent pour certains la douloureuse mémoire des crimes de la RDA (comme dans la personne de l'ex-communiste Gregor Gysi), et pour d'autres la dure concurrence d'anciens camarades passés dans le camp adverse pour des raisons populistes (comme Oskar Lafontaine). Et surtout : leur programme est tel qu'il les rend **incapables de gouverner**, en tout cas à l'heure actuelle et à

l'échelle nationale. Bien sûr, certains Linken sont plus raisonnables que d'autres, comme dans les Länder de Berlin et de Mecklembourg-Poméranie. Les sociaux-démocrates ne doivent donc pas exclure d'emblée une telle constellation. Mais la pratique s'avère parfois impossible, et cela est le cas par exemple dans mon Land en Rhénanie du Nord-Westphalie, les entretiens avec les Linken ayant échoué pour des raisons de forte incompatibilité. Mon parti ne peut souscrire aux propositions des Linken d'une abolition du service de protection de la constitution ou de l'étatisation des géants de l'énergie, sans parler des propos tenus sur la RDA. Et surtout : les Linken veulent participer à un gouvernement tout en gardant leur statut d'opposition, ce qui est absolument impossible.

Finalement, cette situation post-électorale dans le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie est représentative de la situation politique de l'Allemagne, mais aussi d'autres pays européens ou dans le monde, si l'on pense à la Grande-Bretagne ou même aux Etats-Unis: du fait d'une forte abstention et d'un désintérêt pour la politique, les élections n'arrivent plus à dégager des majorités claires et forcent les partis à des coalitions parfois contre-nature, ou à des compromis mous. La France a encore échappé à ce dilemme, mais je vous pose la question : comment ferez-vous si par exemple une coalition avec le MoDem s'avérait la seule possibilité de gouverner ?

c. L'actuel programme du SPD

Avant de vous parler d'Europe, je souhaite vous présenter les **points-phare du programme actuel du SPD**. La réponse du nouveau président du parti social-démocrate **Sigmar Gabriel** à la crise de confiance en septembre

dernier fut tout d'abord de remettre lors de notre congrès à Dresde les bases du parti aux commandes du travail programmatique : Nous avons créé six grands « **ateliers de l'avenir** », au sein desquels travaillent personnalités politiques, militants, experts, associations et syndicats à des réponses pour une politique plus juste. Ces ateliers travaillent comme une plateforme d'idées, comparable je crois à vos laboratoires des idées. Leurs thèmes : travail, innovation, « environnement » , « vivre bien et en sécurité » , « démocratie et libertés » , « éducation » , « famille » et « intégration ».

Le second, « **vivre bien et en sécurité** », sur la politique de l'emploi, est actuellement au cœur de nos préoccupations. L'atelier s'est fixé pour objectif de tirer un bilan honnête des réformes accomplies lors de notre présence au pouvoir de 1998 et 2009, les fameuses réformes de l'Agenda 2010 (« deux mille dix ») de Gerhard Schröder. Je souhaite souligner ici le rôle primordial de notre président, Sigmar Gabriel, qui n'a pas hésité à s'inclure dans **l'autocritique nécessaire** engagée par les sociaux-démocrates, et qui nous a invité à « mettre les mains dans le cambouis », ou, comme il l'a dit lui-même, à aller partout, « même là où cela ne sent pas bon ».

Le 15 mars dernier, la présidence de mon parti a entériné le concept « **Décence sur le marché du travail** », qui regroupe toutes nos propositions dans ce domaine. Nous voulons replacer l'emploi traditionnel au cœur du marché de l'emploi: un emploi doté d'une cotisation à la Sécurité sociale et d'une rémunération décente. Nous luttons pour l'instauration d'un **salaire minimum** de 8,50 euros, pour la suppression des **licenciements sans cause réelle et sérieuse**, pour l'augmentation de la **cogestion** et pour la restriction du **travail intérimaire et du travail à durée déterminée**. Nous revenons aussi sur les réformes dites « Hartz IV » sur les indemnisations des chômeurs,

pour les adapter aux évolutions et surtout les ajuster, notamment pour les chômeurs de longue durée. Notre objectif est une **nouvelle culture du travail**.

Le marché du travail suit en Allemagne comme en Europe, voire dans le monde entier une évolution très inquiétante, qui privilégie le court-terme et les sièges éjectables. Cela est très nocif pour les travailleurs, qui n'ont plus de perspectives sur le long terme. Il nous faut absolument changer cette tendance. Notre **lutte pour le salaire minimum**, qui doit vous sembler incongrue en France, l'Allemagne étant un des derniers pays d'Europe à ne pas en disposer, cette lutte est un combat de longue haleine, que nous n'avons pas gagné lorsque nous étions au pouvoir au sein de la Grande Coalition. Plus de 5 millions d'Allemands travaillent pour moins de 8 euro de l'heure, près de 1,2 millions („un million deux“) pour moins de 5 euros. Voilà une image de la grande puissance allemande que l'on ne voit pas souvent en Europe! Les **inégalités se creusent en Allemagne**, et pas uniquement entre l'Est et l'Ouest : parfois au sein-même d'une entreprise, selon que l'employé est régulier ou intérimaire. A l'heure actuelle, le fait de gagner sa vie avec un travail à temps plein ne va plus de soi. Notre principe phare : « **Même salaire pour le même travail** », pour les femmes comme pour les hommes, à l'Est comme à l'Ouest, indépendamment de son statut.

Je souhaite faire une petite remarque sur la **réforme des retraites**, qui est un grand débat en France, dans le cadre duquel le Parti Socialiste a fait des propositions. Chez nous, en Allemagne, la réforme a déjà eu lieu en 2008. L'âge de la retraite va être progressivement repoussé de 65 à 67 ans, à raison de un mois par an de 2012 à 2035. Chez nous, l'âge de la retraite est fixé à 65

ans depuis 1916: avant, la retraite arrivait à 70 ans ! Dans le cadre de cette réforme, ont certes été décidées des mesures d'encadrement de l'emploi pour les seniors de plus de 55 ans, mais nous nous apercevons aujourd'hui que la réforme fut décidée trop vite et qu'elle n'a pas été dotée de suffisamment de flexibilité. 67 ans ne peut être une règle pour tous, et des ajustements seront nécessaires, notamment dans le cadre de la clause de révision en 2012. Le parti social-démocrate travaille aujourd'hui à l'élaboration d'un concept et nous allons observer de près vos propositions sur le sujet.

2. La crise de l'Union Monétaire

Je vous parlais tout à l'heure du bas niveau des salaires en Allemagne par rapport au PIB. C'est selon moi un problème non seulement pour notre population, mais aussi pour les autres pays de l'Union Européenne, la puissance allemande s'étant ces dernières années consolidée tant aux dépens des salariés allemands que des consommateurs grecs ou d'autres pays déficitaires. Cette évolution est une des causes des problèmes de l'Union Monétaire. La fameuse crise grecque, qui est bien plus qu'une crise grecque, mais bien une crise de l'Union Monétaire, a suscité un regard critique sur l'Allemagne et je vous le dis très franchement : je le comprends !

Je partage pleinement les critiques françaises et européennes du comportement de la chancelière Merkel dans la crise grecque. Elle a préféré retarder les aides en semblant poser ses conditions à la Grèce à des fins purement électorales, plutôt que d'endosser son rôle de leader sur la scène européenne. Cette politique erratique a mis le doute sur le soutien européen à la Grèce et attisé par là les spéculations sur la banqueroute grecque. Résultats des courses : la dette est doublée et nous devons tous payer plus !

On peut voir ici les limites de l'indécision de la chancelière : jusqu'ici, on prenait son comportement d'indécision pour de la conciliation. Or c'était une tactique, qui va coûter cher à l'Europe !

Au-delà de cette crise, nous assistons bien à une crise de l'Union Monétaire dans son ensemble. Nous subissons en effet ces dernières semaines la troisième vague d'une crise de portée internationale :

- La crise des marchés financiers s'est transformée en...
- ... crise de l'économie réelle ;
- Il s'en est suivi une crise du surendettement public. Les hauts déficits publics des pays économiquement les plus faibles ont invité les spéculateurs à parier sur la banqueroute de ces Etats.

Quelles conséquences faut-il tirer de ces crises? Je souhaite en développer quatre points principaux :

- Le **Pacte de Stabilité et de Croissance** n'a pas fonctionné. Il est nécessaire de le doter de mécanismes de surveillance plus efficaces et prenant également en compte les taux d'inflations spécifiques, la dette privée et les balances commerciales des Etats-membres. Je sais que le Pacte est une pomme de discorde entre nos deux pays. Mais nous avons le devoir, afin d'assumer notre responsabilité vis-à-vis des générations futures, de maîtriser nos dettes publiques.
- Je reste persuadée que sans l'euro, la crise économique et financière aurait frappé les pays de l'Union Européenne avec encore plus de vigueur. Avec la création de l'euro, nous avons certes effectué une révolution monétaire, mais elle est bancaire : car il n'y a pas d'Union Monétaire sans un **gouvernement économique**, c'est mon intime conviction. Les politiques économiques des Etats-membres doivent être

coordonnées, afin d'endiguer durablement les déséquilibres des balances de paiements courants. Ceci est dans l'intérêt de tous, et même de l'Allemagne ! Les pays déficitaires doivent travailler à leurs performance économique, et les pays excédentaires relancer leur pouvoir d'achat, afin d'arrêter de ne faire reposer leur puissance que sur les exportations.

- Il est grand temps en outre que nous nous occupions sérieusement d'une **régulation des marchés financiers**. Pas de manière isolée, comme notre chancelière a tenté de le faire ces dernières semaines, mais tous ensemble, au moins à l'échelle de l'Eurogroupe.
- Enfin, les acteurs financiers doivent être aujourd'hui plus que jamais partie prenante aux frais occasionnés par la crise. Il est aberrant de voir que les « faiseurs de crise » bénéficient de surcroît d'aides de l'Etat. Une **taxe sur les transactions financières** est nécessaire. Mon parti social-démocrate a entamé sur cette question un bras de fer avec la coalition des conservateurs et des libéraux. Quel dommage que nous n'ayons pas réglé cette question à l'échelle européenne avant les élections britanniques !

Sur les questions de gouvernement économique, la **France et l'Allemagne** n'avancent pas main dans la main, contrairement aux dires de monsieur Sarkozy et madame Merkel. Si la chancelière allemande refuse clairement de céder des compétences à la Commission Européenne en matière économique, j'avoue me demander ce que désire vraiment le président français en terme de coopération. L'idéal serait selon moi que nos gouvernements se regardent moins le nombril pour regarder ensemble vers l'avenir, qui sera européen ou ne sera pas !

Et la priorité actuelle est la fameuse **stratégie de sortie de crise**, qui doit certes passer par une certaine dose de rigueur. Mais le Commissaire européen Janusz Lewandowski, chargé de la programmation financière et du budget, a lui-même souligné qu'il n'y aurait pas de reprise si la croissance n'était pas relancée. Il s'agit donc de trouver le savant équilibre entre maîtrise de la dette et relance de la croissance, et cela sans toucher à nos héritages en matière d'Etat social. Socialistes français comme sociaux-démocrates allemand, nous y veillerons !

Avant de laisser place à vos questions, laissez-moi seulement vous dire en guise de conclusion à quel point le **dialogue avec vous et avec les autres camarades européens** m'est important. Il est grand temps que nous nous engageons tous pour la refondation de la social-démocratie européenne et pour l'élaboration d'une **Europe sociale**. Je suis pour une approche positive de l'intégration européenne, qui veille à un rapprochement des politiques sociales, plus qu'à une harmonisation, qui paraît inaccessible du fait de l'hétérogénéité de nos Etats-Providence. Le Parti Socialiste Européen offre une plateforme idéale pour un rapprochement de nos programmes et de nos idées. Par exemple dans le cadre d'un engagement commun pour un salaire minimum européen ou pour une taxe sur les transactions financières.

C'est pourquoi je me réjouis très sincèrement de ce dialogue avec vous.

Merci de votre attention!